

# Conjuguer un réformisme assumé

Par **Marisol Touraine**, députée PS de l'Indre-et-Loire, vice-présidente du groupe socialiste aux affaires sociales, familiales et culturelles, vice-présidente du conseil général de l'Indre-et-Loire.

**A** un mois du congrès de Reims, des voix se font entendre pour en repousser la tenue, en raison de la crise financière internationale. Celle-ci domine tout, à juste titre : nous assistons à l'implosion d'un système financier qui n'avait d'autre objectif que de s'enrichir lui-même, selon une logique qui a abouti à la captation de la richesse nationale par une nouvelle oligarchie. Pour autant, je ne crois pas qu'un report du congrès serait une bonne chose : s'il nous faut à l'évidence recentrer nos débats sur les conséquences à tirer du krach, nous ne devons pas repousser la clarification interne attendue. Dans le contexte actuel, les Français ont besoin d'une opposition capable de porter une alternative, de proposer un autre ordre social : il est grand temps que les socialistes sortent de leur attentisme, collectivement.

L'ampleur de la crise semble tétaniser les réactions à gauche. Pour moi, la question majeure est moins de savoir s'il faut aujourd'hui mobiliser des ressources publiques pour sauver un système bancaire menacé d'écroulement, que de poser des jalons pour la politique à mener demain lorsque l'économie réelle sera touchée. Car les répercussions de la crise sur les entreprises et, peut-être, sur certains États, ne vont pas tarder à se faire sentir. L'intervention de la puissance publique sera alors nécessaire, fortement, puisqu'il en ira de la vie de millions de Français, issus des catégories populaires et moyennes. Si l'État s'est porté à la rescousse des banques pour éviter la contagion de la crise – il reste à clarifier ce qui sera à la charge du contribuable –, il serait étrange qu'il n'intervienne pas pour éviter que la récession n'aboutisse à un krach social majeur. Or le risque est réel.

Au-delà, il est vital pour les socialistes de ne pas laisser retomber le débat sur la régulation du capitalisme, que Nicolas Sarkozy a récupéré, mêlant agitation et incantation. Il est urgent de montrer que la droite fait le contraire de ce qu'elle prétend. Une fois passé ce nouveau soubresaut du système capitaliste, il ne saurait être question de revenir à la politique « as usual », « comme avant », pourrait-on dire. Et c'est bien de cela dont on doit parler à Reims : quelle régulation, à quel niveau, pour quels objectifs ?

*« Les socialistes n'ont pas toujours été clairs, et certains parmi eux ont cédé, sous couvert de modernité, aux sirènes d'une économie évaluée à la seule aune de ses rendements financiers. »*

En ce qui me concerne, je ne me retrouve pas dans l'appel à un nouveau protectionnisme, dans l'idée que les solutions seraient principalement nationales (même si elles le sont aussi), que la fuite en avant budgétaire serait sans importance. Je pense que ce serait une erreur, dans le seul intérêt même qui compte pour la gauche, celui des catégories populaires et des classes moyennes, pour lesquelles l'avenir est sombre. Pour moi, il s'agit de conjuguer un réformisme assumé avec la défense sans concession de ces catégories sociales.

Les socialistes n'ont pas toujours été clairs sur cette question, et certains parmi eux ont cédé, sous couvert de modernité, aux sirènes d'une économie évaluée à la seule aune de ses rendements financiers. Pas tous. Y compris parmi les réformistes. Il n'empêche qu'un

discours plus ferme doit être tenu en la matière. Pour ma part, le réformisme, qui doit s'appuyer sur une nouvelle régulation européenne et internationale, doit en priorité s'attaquer à trois exigences.

La première est celle de la réaffirmation du rôle central de la puissance publique. Non pas pour gérer l'économie, mais pour en fixer le cadre et imposer que certains biens collectifs ne dépendent pas de la logique concurrentielle mais de services publics. Cela n'exclut nullement des réformes des

fonctions publiques, qui ont un devoir d'efficacité face aux attentes de régulation et d'intervention. Mais qui dit réforme ne dit pas affaiblissement...

La deuxième exigence est une politique des revenus volontariste. Les pays scandinaves, sociaux-

démocrates bon teint, ont une échelle des salaires et des revenus beaucoup plus resserrée. La France n'a sans doute pas la même culture égalitariste, mais la concentration de l'argent dans un petit nombre de mains est insupportable au regard de la dégradation des revenus des catégories populaires et d'une partie des classes moyennes. Enfin, nous avons besoin de repenser un État social fort mais radicalement renouvelé, qui mette l'accent sur des politiques d'anticipation, de prévention et pas seulement de réparation.

L'enjeu du congrès de Reims réside là, dans la réhabilitation des exigences sociales, dans la rénovation des politiques pour y répondre. Dans tous les cas, dans la réaffirmation du rôle central des politiques publiques. Être socialiste, c'est ne pas se résigner.